

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Retour de l'insalubrité à Libreville : la faute à la grève !

REVENDIQUANT des meilleures conditions de travail, l'augmentation et le réaménagement des salaires, le personnel de Clean Africa observe depuis quelques jours un mouvement d'humeur aux conséquences dommageables pour l'image de la capitale : l'insalubrité reprend le dessus dans toute la ville.

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

VOUS avez sûrement remarqué les tas d'immondices et autres déchets jonchant les différentes artères de la capitale ces derniers jours. Les habitants de Libreville côtoient de nouveau les ordures. Évidemment, ce sont les quartiers populaires (Sotega, Nkembo, Mindoube, Ozangue...) les plus touchés. Ainsi que les carrefours, les rues, les marchés et certains trottoirs obstrués par les ordures domestiques. Fait rarissime, même certains quartiers résidentiels ne sont pas épargnés.

Si les raisons habituellement ressassées sont liées à la mauvaise gestion des ordures ménagères, la situation actuelle est due à un déficit d'éboueurs sur les différents sites de ramassage d'ordures. Depuis quelques jours, les agents de la société dédiée à cette tâche, Clean Africa, observent un mouvement de grève. Ils revendiquent, entre autres, des meilleures conditions de travail, une assurance maladie, le réaménagement et l'augmentation de leurs salaires, des équipements adéquats de travail... Une liste non exhaustive de revendications posées, disent-ils,



En attendant le retour de la sérénité à Clean Africa, ce sont les prestataires qui procèdent au ramassage des ordures.

depuis deux mois sur la table de leur hiérarchie. Face au mutisme de leur employeur et, se sentant marginalisés, ces grévistes, pour la plupart des éboueurs, ont décidé de ranger leurs gants. " Nous travaillons de jour comme de nuit pour un salaire dérisoire. La charge des tâches à accomplir est deux fois plus que la normale ", nous confie un des grévistes qui a préféré garder l'anonymat. Les salaires jugés misérables, les mauvaises conditions de travail sont grosso modo les princi-

paux points des revendications à l'origine de la discorde entre le personnel de Clean Africa et leur employeur. Réagissant aux plaintes du personnel mais, surtout, dans le souci d'éclairer l'opinion sur le climat qui prévaut au sein de cette société parapublique, Mathurin Biyogho, directeur technique de cette entreprise, indique que cette grève tombe comme un cheveu sur la soupe. Les grévistes n'ayant pas déposé de préavis de grève. Aussi, la hiérarchie dit tout mettre en œuvre pour trouver des solu-

tions aux différentes préoccupations de son personnel. " Pour optimiser les conditions de travail des agents, l'État a investi sur l'achat de 50 camions il y a moins d'un an. Ce matériel nous a permis de circonscrire la ville, réduire les charges. Nous pensons donc avoir remédié au problème d'allègement du travail des agents en réduisant les circuits d'intervention. Nous sommes surpris d'apprendre que cela ne suffit pas et qu'il en faut plus. Ils communiquent sur des taux salariaux que nous ne maîtrisons pas et qui n'existent

dans aucune convention ", relève M. Biyogho. La Direction de Clean Africa a ouvert des négociations et un délai de trois mois avait été fixé afin de soumettre à son conseil d'administration de Clean Africa les différentes attentes du personnel. Pour l'heure, en attendant de ramener la sérénité au sein de l'entreprise, des prestataires extérieurs à la société (le Génie militaire, particulièrement) se chargent de la collecte et du ramassage des ordures dans la capitale.

Cette disposition étant temporaire, la direction de Clean Africa devrait peut-être songer à accélérer les discussions avec les grévistes. Ce secteur d'activité étant indispensable, il est judicieux de vite trouver un terrain d'entente avec ces travailleurs qui se chargent de la propreté de la ville plutôt que de tenter un bras de fer avec ces derniers. À noter que certains de ces grévistes séjournent depuis vendredi dernier au commissariat de police du 5e arrondissement de Libreville. Il leur serait reproché une tentative de casser les véhicules de prestataires appelés à la rescousse et d'agresser certains de leurs collègues ne suivant pas le mouvement de grève.

Contrepoint

Savoir préserver le bien commun

ENA
Libreville/Gabon

ALORS que l'on les croyait devenues un lointain souvenir, grâce à la régularité observée ces derniers temps dans le ramassage des ordures, voilà que la désillusion est grande avec le retour, comme un boomerang, d'énormes tas d'immondices en plusieurs endroits de la ville de Libreville, nous ramenant à la

difficile réalité d'un problème finalement insoluble (?). Et pourtant, les efforts actuels des nouvelles autorités municipales ont eu pour conséquence de donner les prémises d'une image que l'on souhaitait voir continuer sans que cette nouvelle tendance à la propreté ne soit remise en cause. Sans nullement remettre en question les légitimes revendications des agents de la société Clean

Africa, l'intérêt d'une " Libreville Propre " ne nécessite-t-il pas quelques sacrifices ? Quitte à enrayer l'hydre de la grève dont on sait qu'elle s'accommode difficilement avec les bonnes prétentions. Évidemment, s'il faut forcément mettre en confrontation les exigences corporatistes avec les besoins de l'intérêt général, le choix doit pencher vers les derniers cités pour éviter de ruiner la bonne volonté qui se dégage

depuis peu et les efforts, même de ceux qui veulent tordre le cou aux clichés coriaces d' " une ville insatiable d'ordures ". Et c'est à ce niveau qu'une nouvelle idée de la conception de l'espace vital doit être intégrée pour que les soucis endurés ne compromettent pas les investissements envisagés, en sachant préserver le bien commun. Y compris celui des éboueurs grévistes.